

# Ça rue dans les brancards à Versailles : un centre pour "migrants" au milieu de 2500 élèves...

écrit par Christine Tasin | 20 mai 2016



*Le Chesnay – rue Laurent-Gaudet : les riverains ont demandé des comptes en pleine rue, devant la future plate-forme d'accueil des migrants. –*

**Annoncé au débotté, le centre des migrants jette un froid**

**Les habitants du Chesnay ont découvert qu'une plate-forme pour migrants allait bientôt être créée. Surpris, ils demandent des comptes et exigent de la sécurité.**

Les riverains de la rue Laurent-Gaudet du Chesnay et les parents d'élèves du prestigieux groupe scolaire Saint-Jean-Hulst de Versailles sont inquiets. À la surprise générale, ils viennent d'apprendre que la préfecture allait ouvrir une Plate-forme d'accueil pour les demandeurs d'Asile (Pada). Elle se situera sur le territoire du Chesnay, à 20 mètres de la frontière avec Versailles. Mais le plus perturbant pour eux est le délai de lancement du site. « *Si nous n'avions pas réagi, cela aurait été mardi prochain, s'indigne une habitante. La décision est très rapide et nous n'avons aucune information sur ce qui va se passer.* »

C'est donc cette carence qu'une centaine de personnes a voulu pallier en attendant de pied ferme le maire, Philippe Brillault, et le secrétaire général de la préfecture.

Ce mardi 17 mai, une véritable réunion publique s'est tenue sur le bitume, juste en face de l'immense façade grise. Dans la cour, les ouvriers poursuivaient l'installation de grilles vertes et les travaux intérieurs de peinture.

### **Peur pour les enfants**

Une Pada n'est autre qu'un centre d'accueil pour les migrants. Il en existe déjà une à Limay. Son fonctionnement est entaché par des violences, des problèmes de squats et des vagabondages. « *Alors autant dire que nous sommes plus qu'inquiets* », lance une mère de famille.

Si le site du Chesnay ouvrait, une soixantaine de migrants venant du Tibet, du Maroc et du Soudan débarqueraient au mieux chaque lundi matin. Dans le centre géré par l'association Coallia, ils seraient enregistrés en vue d'un accueil en préfecture. Pendant la semaine, ils pourraient aussi bénéficier d'une boîte postale ou d'un accompagnement social. En grande majorité, il s'agirait d'hommes, âgés de 30 à 40 ans.

Il n'en fallait pas plus pour que les esprits s'échauffent dans ce quartier très résidentiel. « *Il y a déjà des petits trafics de drogue sur la place voisine, cela risque de prendre de l'ampleur. Et puis, certains vont dormir dans la rue dès le dimanche soir. Et quelle sécurité pour nos enfants, nos jeunes filles qui se retrouveront face à des hommes qui, pour certains sont peut-être en détresse, mais pour d'autres ne seront pas forcément animés des meilleures intentions ? Il y a quand même plus de 2 500 enfants qui sont dans le secteur tous les jours !* »

### **Quelle sécurité ?**

Là, la responsabilité du maire peut-être engagée. « Rien n'ouvrira tant que toutes les conditions de sécurité ne seront pas remplies. Cela signifie une surveillance directe par les caméras de surveillance, des patrouilles jumelées entre police municipale et police nationale. Et la préfecture doit bien se dire que ce centre ne peut être que temporaire. S'il y avait le moindre débordement, nous mettrions un terme à tout cela, prévient Philippe Brillault. Dans cette affaire, j'ai été abusé ».

Pourquoi une telle parole ? Selon le premier élu, la décision a été prise par la préfecture sans qu'il n'ait son mot à dire. Le bâtiment était utilisé par l'Université pour des travaux de biologie. La préfecture a demandé au conseil départemental si le site lui appartenant était libre. La réponse a été positive puisqu'il est en vente depuis deux ans. Le choix a été pris.

Sur place, le secrétaire général a tenu à rassurer. « Nous ne laisserons pas se dégrader la sécurité des personnes et des biens. Les possibilités pour nous étaient limitées. Il fallait que la Pada soit proche de la préfecture de Versailles. Tout se fait un peu rapidement, mais nous devons tenir des délais légaux. »

Le site pourrait être mis en route d'ici une à deux semaines. L'État et l'association Coalli ont signé une convention jusqu'en octobre 2017. « Cela n'ira pas au-delà », martèle Philippe Brillault.

[http://www.78actu.fr/annonce-au-debott-le-centre-des-migrants-jette-un-froid\\_36837/](http://www.78actu.fr/annonce-au-debott-le-centre-des-migrants-jette-un-froid_36837/)